

ministère de l'Équipement, ministère de l'Environnement, PUCA.

SOUAMI T., 2008, *Le Développement durable dans les projets en Algérie et au Maroc*, ANR, TMU, CNRS.

SOUAMI T. *et alii*, 2005, *Renouvellement urbain et Environnement*, PUCA, CSTB.

VILLALBA B. (avec A. Goxe, G. Letombe, B. Zuideau), 2008, « Dynamiques de proximité et émergence de formes nouvelles de gouvernance dans le bassin minier », in H. Scarwell, R. Laganier, Cl. Kergomard, *Environnement et Gouvernance des territoires. Enjeux, expériences et perspectives en région Nord-Pas-de-Calais*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.

Notes

- 1 Cf. l'entretien avec Philippe Madec dans cet ouvrage pour le Maroc et Barthel [2010].
- 2 Comme le projet d'aménagement et de réhabilitation du centre de Constantine, le plan d'aménagement et de restructuration de la baie d'Alger, le projet de restauration et de réhabilitation du Quartier de la rue d'Angers (Alger), le projet d'aménagement et de développement du Bouregreg (Rabat-Salé), le plan Santé-développement d'El Khroub (Est Algérie), le projet d'aménagement du centre d'Oujda ou le plan d'extension de Marrakech.
- 3 Nous utilisons dans ce texte le terme « techniciens » d'une manière générique les urbanistes fonctionnaires travaillant en collectivité locale, dans les services de l'État (centraux ou déconcentrés), dans les organismes publics (agence d'urbanisme, agence de développement local). Cet usage générique du terme « techniciens » vise à marquer la différence avec l'autre catégorie interviewée : les responsables politiques.
- 4 Il s'agit des expertises réalisées par les techniciens des collectivités locales ou par des agences techniques (ADEME, Agence régionale de la santé...), voire des entreprises privées (Véolia, Suez...) sur des domaines divers : aménagement urbain, assainissement, déchets, santé, développement économique, insertion sociale...

6

Bab Drâa, Tifnit et Sindibad : premières expériences de quartiers durables au Maroc

*Philippe Madec**

Entretien par Pierre-Arnaud Barthel et Pascale Philifert

Travailler au Maroc : Alliances et l'arrivée pour le projet Bab Drâa à Tan Tan

Vous êtes engagé dans trois projets au Maroc : comment êtes-vous arrivé à travailler dans ce pays ?

C'est par Robert Lion, président d'Agrisud International¹, ONG qui agit notamment en Afrique au développement de la micro-entreprise familiale. Sans son parrainage, mon atelier ne se serait pas engagé dans des projets d'une telle ampleur à l'étranger. Dix ans patron de la Caisse des dépôts et consignations, puis président de Greenpeace France, Robert Lion est une figure unique. Grand commis de l'État sous le président Mitterrand, il a construit la Grande Arche de la Défense. Toujours enclin à l'écologie, il fait sa conversion officielle en acceptant la présidence d'Agrisud International. Il a créé le lien entre le groupe Alliances et mon atelier, comme il l'avait fait pour Françoise-Hélène Jourda², une amie proche tant personnellement que professionnellement. Aussi, si j'interviens au Maroc c'est grâce à Alami Lazraq, président fondateur du groupe Alliances Développement immobilier qui a la

* Architecte, directeur de l'atelier Madec (Paris).

volonté d'intégrer le développement durable dans les projets de son groupe.

Pouvez-vous présenter le groupe Alliances, votre client ?

Les trois projets auxquels je travaille au Maroc ont pour maître d'ouvrage le groupe Alliances³. Ce groupe fut créé en 1994 par Alami Lazraq. Il est aujourd'hui le premier opérateur immobilier et touristique intégré au Maroc. Diplômé de l'École spéciale d'architecture (ESA), Alami Lazraq a été le plus jeune directeur général d'un établissement public au Maroc, l'ERAC Tensift, spécialisé dans les logements intermédiaires et sociaux, avant de devenir le directeur général du pôle immobilier de la première holding privée marocaine. Lorsqu'il crée Alliances, Alami Lazraq devient le maître d'ouvrage délégué de grands groupes hôteliers tels Accor, Hyatt, ou Lucien Barrière. Depuis, le groupe s'est étoffé de sociétés de développement, de promotion, d'aménagement, de prestation de services et de construction. Il intervient sur cinq secteurs d'activité : l'habitat intermédiaire, l'immobilier résidentiel et tertiaire, les *resorts* golfs, la prestation de services et la construction. Après son introduction en bourse en 2008, le groupe Alliances continue à développer ses activités tout en reprenant des projets en souffrance des investisseurs étrangers. Il est aussi une entreprise citoyenne et pionnière dans la préservation du patrimoine architectural, social, culturel et environnemental. Déjà à l'Erac Tensift en 1980, Alami Lazraq avait lancé une expérience de construction en terre avec le souci d'intégration au paysage architectural de la ville de Marrakech, de préoccupations de l'économie d'énergie et de gestion des ressources naturelles. Véritablement sensibles aux enjeux du développement durable, y compris à son versant social, M. et Mme Alami Lazraq ont créé en février 2010 la fondation Alliances pour le développement durable, à laquelle je contribue.

Par quel projet avez-vous débuté au Maroc ?

En premier lieu, j'ai été invité à travailler dans le Sud, près de Tan Tan, à l'embouchure de l'oued Drâa, dans un site vierge, d'une nature exceptionnelle à tout point de vue. Mermoz a dû se poser pas très loin sur ces rivages de pure nature à la limite entre les Maroc français et espagnol de la période coloniale. J'ai demandé au paysagiste Gilles Clément⁴ de m'accompagner, tant les enjeux de biodiversité et de beauté de la nature prédominent dans cette région. Tout commence fin décembre 2007. On pose les bases de ce que pourrait devenir une ville. Il s'agit bien d'une ville, avec un million de mètres carrés programmés sur huit cents hectares, taille qui excède la simple station touristique. Le projet que nous appelons « Bab Drâa, la porte du Drâa », est une commande, pas une consultation. Alliances a un mandat de l'État marocain qui maîtrise les terrains. C'est un des grands projets du roi Mohammed VI. Dès la première visite, avec Gilles Clément, nous avons fait des propositions différentes de ce qui avait pu être envisagé auparavant.

Vous avez donc donné une réponse pour Bab Drâa à laquelle ni Alliances, ni les autorités ne s'attendaient ?

Une marina de part et d'autre de l'oued était attendue, avec un pont pour rejoindre les deux berges, distantes de plus d'un kilomètre. Face à la grandeur du lieu, resté dans un état quasi originel, nous avons proposé de nous éloigner de trois cents mètres de part et d'autre de l'oued pour en laisser la beauté intacte. C'est le véritable atout. Alami Lazraq a adopté notre proposition, et sur cette base, nous avons conçu un premier projet, prenant en compte le régime des vents, la mécanique dunaire, installant des zones de protection, etc. Le vent est là qui détermine l'installation de la vie quotidienne. Il y a les dunes aussi, qu'il ne faut pas toucher : si on y touche, on passe sa vie à balayer ! Les installations, les densités, tout se pose.

Comment on installe la centralité ? Le projet commence par le quartier de ceux qui construisent la ville : les ouvriers viennent avec leurs familles, et les premiers services ; ce quartier

est au centre, c'est l'amorce marocaine. Tout autour, s'installent d'autres logiques (liées à la vie quotidienne) et des *bio-ilots*⁵, sur des courtes distances – en France un kilomètre, ici trois cents mètres. La voiture est là, et d'autres solutions aussi, de proximité, de porosité. On complète la programmation : clinique, services publics, approvisionnement, école, etc. Contre le vent, la topographie fait son office. On joue y compris des creux, des logiques d'espaces publics en creux. On a aussi prévu un golf gris avec des « *brown* » plutôt que des « *green* ». La ventilation naturelle, la fluidité, la relation passive entre l'intérieur et l'extérieur trouvent leur place, comme dans ce chef-d'œuvre qu'est la medersa de Marrakech. On cherche ici des références spécifiques, cohérentes avec Tan Tan, loin de la Casablanca art déco, de la ville blanche. À la wilaya⁶, on a présenté une stratégie spatiale.

Un an plus tard, nous avons trouvé des sites plus appropriés, un peu plus éloignés de l'oued, et obtenu des autorités la possibilité d'y reprendre nos études. Une fois ce second projet achevé, la possibilité d'une installation a été trouvée et la nécessité de conforter le programme s'est avérée. Les principes de ce nouvel *établissement humain* sont actés maintenant. Nous en sommes là. Bab Drâa a attendu sa définition. Les études reprennent en ce début 2011. Autant à Rabat ou à Casablanca des projets importants peuvent être rapides, autant ici il faut le temps d'appréhender les enjeux spatialement, socialement, économiquement, culturellement, écologiquement.

Une éco-station dans le parc naturel du Souss Massa

Et de là, vous avez travaillé sur le projet de station d'éco-tourisme du côté de Tifnit en plein parc naturel ? C'est un défi, non ?

Au cours de l'année 2008, Alliances souhaite répondre à une consultation pour une destination éco-touristique à Tifnit, deux cent mille mètres carrés sur deux cents hectares, à quarante kilomètres au sud d'Agadir. Ce site a une histoire, il fut le lieu d'une révolte écologiste en 2004. Le Club Méditerranée voulait

y construire un *resort*. Le projet a échoué parce qu'il dénaturait ce site très sensible, un des rares à accueillir l'ibis chauve sauvage⁷. Le projet du Club Med occupait tout le site et laissait peu de place à la nature. Après une lutte menée par le Groupe d'ornithologie du Maroc⁸, le projet est abandonné. Une consultation internationale est lancée sur un site réduit. J'ai accepté d'y participer parce que la manifestation positive de sa fragilité écologique me rassurait. Le principe est peut-être discutable, mais il vaut sans doute mieux des concepteurs avec un véritable engagement éco-responsable pour des sites aussi fragiles, car quoiqu'il arrive des promoteurs vont y faire quelque chose !

Figure 1
Tifnit, version 1, vue d'ensemble



Source : atelierphilippemadec.

Pour cette nouvelle zone touristique intégrée (NZTI)⁹ dans le parc naturel du Souss-Massa, j'ai demandé à Françoise-Hélène Jourda, au groupe Signes et Agrisud International de m'accompagner. Quatre équipes ont répondu à la consultation du ministère

du Tourisme sur la base d'un programme d'éco-tourisme mis au point par un cabinet espagnol après 2004. Crédible sur le plan du développement durable, notre projet différait des autres plans d'aménagements des autres équipes par une proposition franche : sur deux cents hectares, on proposait d'en aménager soixante. Le projet terminé, les premières négociations avec les autorités se sont déroulées début 2009. Notre projet a été proclamé lauréat aux Assises du tourisme à Agadir en juin 2009.

La priorité est aussi de construire une réponse à partir du monde local. Un lien a été créé avec les villages et les coopératives agricoles voisines pour voir ce qui pourrait les intéresser dans ce projet : l'approvisionnement (pêche, horticulture) et le compostage. L'idée de créer une fondation de protection de l'ibis chauve (hébergée au sein d'un centre d'interprétation) a fait son chemin. Le site de Tifnit serait administré par les scientifiques de ce centre et entretenu sous leur houlette ; chaque nuitée et repas ferait l'objet d'une taxe pour abonder un Fonds de protection de l'ibis chauve. Comme pour Bab Drâa, la géométrie du projet procède du vent, le vent des dunes, un vent d'Atlantique propice aux sports de voile. Le paysage sec des dunes, le paysage déjà là est beau, sublime, surtout ne pas le verdir mais admirer sa blondeur mouvante, être touché par son dépaysement.

Mais ici, il y a une perturbation de la dynamique des dunes quand même ?

Non. Alors que la dune est mobile près du rivage, nous installons les constructions le plus haut possible sur un sol stable. Des études aérauliques auront lieu. On dessine une voie de desserte intérieure la plus horizontale possible à l'est ; tout ce qui est au-delà à l'est peut être rétrocedé à l'État, car il vaut mieux ne rien faire aux abords immédiats d'une réserve naturelle voisine. Les constructions sont posées au plus près du terrain, sur deux niveaux maximum. La pente générale du site est idéale, très légère vers l'océan. Le plan urbain et le programme comportent, outre les résidences et le centre d'interprétation, un institut

pour les métiers de l'hôtellerie, un accueil touristique, un espace chamelier, une médina, un club social et des hôtels. Et on a proposé de produire de l'énergie sur une place couverte de panneaux photovoltaïques et par une rangée d'éoliennes. Sous la grande esplanade au bord de mer, se trouvent une usine de désalinisation et une unité de traitement des eaux usées.

On imagine un circuit cohérent : l'eau de mer donne sa fraîcheur pour refroidir les hôtels, puis sert dans les thalassothérapies, avant d'être désalinisée. Puis elle part à des fins domestiques, avant d'être retraitée pour les sanitaires et les blanchisseries. Une fois fait tout ce chemin, l'eau part dans le paysage. Pour ce projet, il n'y a pas de production agricole, car tout le secteur est horticole. Les services annexes des hôtels sont externalisés pour créer des entreprises locales : blanchisseries, boulangeries, boutiques, etc. On a dimensionné les voiries au plus juste, par souci d'économie environnementale. Les véhicules électriques ou les carrioles à cheval serviront pour accéder aux différentes parties du site. En 2010, suite à un diagnostic environnemental, un nouveau plan a été produit, les limites de l'aménagement du site ont été mises à jour et matérialisées par ce nouveau projet.

Casablanca : le concours du site de Sindibad face à l'océan

Pour votre troisième projet, le contexte de Casablanca diffère sensiblement des deux premiers projets ?

Toujours en 2008, Alliances m'a demandé si je connaissais un spécialiste des parcs d'attraction. J'ai recommandé Dominique Ingold et la société CPO – les mètres carrés heureux rencontrés il y a quelques années lors d'un concours pour le parc du Volcan sur l'île de la Réunion. La fin d'activité de l'ancien parc Sindibad avait créé une nostalgie immédiate pour les Casablancais et les Marocains plus largement. C'était « le » parc de loisirs, tout le monde a le souvenir de balades en famille dans ce lieu charmant, devenu désuet, situé le long de la corniche d'Aïn Diab, à la hauteur de la carrière Schneider.

Une consultation internationale a été lancée. À la fin de la phase d'appel à manifestation d'intérêt, sept groupes internationaux dont celui d'Alliances, Somed, et de nombreux partenaires¹⁰ ont été sélectionnés. En seconde phase, le groupement s'est élargi avec la Compagnie des Alpes, puis des groupes concurrents, Actif Invest et Palmeraie Développement. Ainsi, des groupes privés marocains s'associaient pour porter un projet public. Une fois désigné comme potentiel lauréat, les négociations ont débuté. On retrouvait autour de la table, les vendredis pendant de longs mois, les représentants de la ville, du Centre régional d'investissement (CRI) de la wilaya de Casablanca et des sociétés privées, aménageurs et banquiers, avec des jeunes brillants, issus de grandes écoles, donnant une image incisive du Maroc actuel. J'ai assisté à de vraies négociations, professionnelles, argumentées, avec des pas réciproques vers les uns et vers les autres, vécues comme un art de vivre, pas comme en France où elles se passent dans le conflit. L'ultime moment, celui de l'accord, après les deux derniers jours dans une salle de réunion, a été un moment émouvant, très humain, vraiment fraternel.

Figure 2
Casablanca, Sindibad, vue aérienne phase consultation



Source : atelierphilippemadec.

À Casablanca très vite, l'enjeu n'est plus seulement le parc d'attraction lui-même, mais aussi le projet urbain qui rend possible et accompagne le parc. Le projet global s'étend sur soixante-dix hectares., deux cent mille mètres carrés sur vingt hectares de commerces, hôtels, logements et activités, est installé dans la carrière Schneider, sur un kilomètre et demi, le long d'une falaise de vingt-cinq mètres de haut qui constitue une véritable coupure dans la ville. Des bidonvilles sont installés sur le site, en haut et au bord de la falaise et en périphérie en bas. Dans cette carrière, devenue décharge, ont été trouvés les plus anciens restes humains d'Afrique du Nord. Entre la carrière et l'océan, le parc est une friche aux attractions défaites. Seuls l'habitent les gardiens et un chimpanzé qui refuse de quitter sa cage pourtant ouverte. Dans le plan de Casablanca, c'est le plus grand espace vert proche du centre, avec aujourd'hui des usages polluants : on y lave les voitures dans la partie écologiquement la plus riche. Notre proposition solide du point de vue environnemental a permis de rassurer le Service des eaux et forêts attaché à restaurer la qualité naturelle de ce secteur.

Le parc doit renaître, toujours dédié à Sinbad le Marin et à ses voyages. Il doit être pérennisé par une économie et un tissu urbain alentour. Notre approche a consisté à proposer plus qu'un parc de loisirs. Il s'agit d'y adjoindre pour des raisons culturelles, pédagogiques et urbaines, un parc animalier, un parc écologique, un parc archéologique, un parc public urbain, ainsi que deux musées : un musée de la civilisation et une maison de la Terre. Sur le point le plus bas, pour le parc écologique, on installera une écologie de la restauration avec la Maison de la Terre, comme ce que j'ai fait au parc Izadia près de Bayonne. Puis il y a le projet urbain, pour lequel nous avons essayé de trouver un équilibre entre domaine privé bâti et espace partagé paysager. Fabriquer l'espace où le végétal a la place qu'il se doit dans une ville éco-responsable, donc désirable, nous a demandé d'inventer des stratégies de plantation dans des espaces privés à vocation partagée.

Figure 3

Casablanca, Sindibad, le quartier du Musée, phase consultation



Source : atelierphilippemadec.

Comment les Marocains ont-ils réagi à vos propositions ?

L'Agence urbaine de Casablanca¹¹ qui était autour de la table et le CRI ont félicité le groupement pour sa proposition générale. *Grosso modo*, nous partons de l'idée de plusieurs quartiers reconnaissables, nommables, dans un parc qui prolonge celui en pied de la falaise. En bas, dans l'ombre de la falaise, on aménage un parc linéaire. La stratégie réside dans la possibilité de développer un paysage partagé par les quartiers, le lieu des chemins pour les piétons et les cycles. Le principe est le suivant : tout ce qui était vert devient bleu et vert ; on se sert de sources présentes sur le site, c'est une chance. Le club de sport existant, l'Oceanic Club de Casablanca, est maintenu, bien que son déplacement ait été envisageable : la forme de son plan est même devenu le thème du projet urbain, celui des quartiers. Deux verticales sont proposées.

Je ne suis pas fanatique des tours, mais ici la verticale a du sens. Parce que cette carrière est un événement urbain unique, on a voulu la ponctuer, en matérialiser la longueur par deux immeubles verticaux, mixtes, résidentiels et tertiaires. Avec Tribu et Jean-Marc Weill, on a réfléchi à une typologie de tour qui utilise le moins d'énergie possible pour la lumière intérieure, le moins d'énergie pour sa ventilation comme pour sa

construction. On a fait un travail sur un minimum de matière pour produire le maximum de structure et préserver la ressource. Pour le belvédère du parc d'attraction, Jean-Marc Weill a adopté le procédé très économe d'un ingénieur russe du début du siècle passé, Vladimir G. Sukov (1853-1939). Il y aura sur tout le projet le recueil d'eaux pluviales à ciel ouvert, l'économie de l'eau, les économies d'énergie à rechercher sur tous les aspects de la réalisation. C'est le minimum ! Il y a aussi l'idée d'un transfert de connaissance pour la gestion du parc de la part de la Compagnie des Alpes pour que les Marocains puissent prendre le relais dans quelques années.

Y aura-t-il des niveaux de performance des bâtiments ? Le groupe Alliances avait-il des exigences dès le départ ?

Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt, le gouvernement marocain avait défini un certain nombre d'exigences relatives à la conversion des boisements, dunes et de contraintes environnementales du site. Le groupe Alliances, attentif à ces aspects, a souhaité pour ces raisons intervenir avec mon atelier. Les bases d'un dispositif sur le type d'architecture souhaitée sont posées, prenant ce qu'il y a de bien dans l'architecture traditionnelle marocaine et moderne de Casablanca. Tout est écrit sur les souhaits et les objectifs en matière de développement durable. Il n'y a pas encore de référentiel conçu pour le Maroc, me semble-t-il. Il y faut acclimater les procédures étrangères, au même titre que j'adapte la notion allemande de « passif » sur un projet à Bordeaux. Le développement durable est une négociation permanente entre les besoins et les limites, selon les situations spécifiques. Chacun des quartiers aura ses qualités intrinsèques. Mais si l'on prend l'exemple du musée, on utilise la pierre de la carrière pour construire les murs poteaux verticaux ; puis en prenant un savoir-faire marocain, on préfabrique des voutains en voile mince de béton à poser sur les murs en pierre ; par-dessus viennent reprendre le sable de mine de la carrière, puis un lit de marbre blanc. Le volume n'est pas fermé

pour assurer une ventilation naturelle, etc. Signes a fait un travail fin sur l'eau et la végétation dans la partie la plus sensible du parc animalier. C'est un vrai projet métropolitain dans un contexte qui évolue. C'est bien que ce projet ne soit pas plus grand. Et à cette échelle, on peut réussir. L'idée n'est pas de concevoir BedZed comme à Londres ici à Casablanca, mais de faire un vrai pas au Maroc.

Le projet vise un label, « One planet living » : cela va l'inscrire tout de même dans un univers de références ?

Il est utile aujourd'hui de s'inscrire dans une logique d'appartenance et d'échange. Mais la possibilité de répondre aux dix principes de « *One planet living* »¹² concerne avant tout le projet de Tifnit. Tous les appuis sont utiles, comme celui du Fonds mondial de l'environnement. Vous voyez mon enthousiasme, mais je suis réaliste : au Maroc comme en France, les freins existent. Tout dépend de la volonté du maître d'ouvrage à faire siennes et à porter les propositions. Je n'en doute pas. Il faut construire les bases d'un échange confiant qui a démarré.

Projet local et fondation : la « leçon des bourgs » aux métropoles

Et pour les bidonvilles à Sindibad, que proposez-vous ?

Les autorités de Casablanca appliquent le programme « Villes sans bidonvilles » (VSB) lancé en 2004, avec pour objectif de résorber les bidonvilles d'ici 2012. Les prix des appartements pour le relogement sont bas et les aides substantielles même si, pour certains, elles s'avèrent sans doute insuffisantes. Trois secteurs du site de Sindibad sont concernés par les bidonvilles, soit environ mille familles. Le groupe Alliances réalise un ensemble de cinq mille logements sociaux à Hay Hassani, à neuf cents mètres de Sindibad. Mille logements sont attribués pour les bidonvillois, ce qui ne provoquera pas de déracinement, ni pour les parents qui travaillent alentour, ni pour les enfants qui sont scolarisés à mi-

chemin entre Sindibad et Hay Hassani. Les logements attribués sont des appartements de cinquante mètres carrés. Leur coût est de 240 000 dirhams (soit 21 000 euros). L'apport des familles est fixé à 100 000 dirhams (un Fonds de garantie de l'État permet aux gens de prendre des crédits auprès des banques); 100 000 dirhams sont donnés par le groupe Alliances et ses partenaires, et les derniers 40 000 dirhams par un fonds de solidarité d'État. La vente est hors taxe et fait l'objet d'un acte notarié. Les nouveaux propriétaires s'engagent à habiter cinq ans leur logement pour éviter tout effet de spéculation.

Avec les populations locales, comment travaillez-vous ?

J'ai une relation affective singulière avec les Marocains, pour avoir habité leur pays et parce que la mère de mes enfants en est originaire. Pour Bab Drâa à son heure et Tifnit d'emblée, c'est par notre découverte répétée du terrain et par Agrisud que les relations se tissent. L'ONG va sur place, crée les contacts. Une expertise sociale et économique est ainsi amorcée. Plus rurale, Agrisud n'est pas engagée pour le projet de Casablanca.

Et en quoi vos projets revendiquent-ils le local ?

Le développement durable se déploie dans tous les pays de manière spécifique¹³. On l'invente en le faisant, comme le dit le rapport Brundtland dans le cadre des « limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir¹⁴ ». Pour la première version de Bab Drâa, j'avais fait une liste d'architectes auxquels faire appel, tous venant de pays du Sud. Il serait temps d'admettre qu'il y a des acteurs du développement durable au Sud de la Méditerranée et que la pensée durable du Nord n'est pas la seule éco-responsable.

Le projet local est au cœur de mon travail. Il y a une parenté avec le propos d'Alberto Magnaghi¹⁵. Plourin-lès-Morlaix ou Saint-Christol (tous deux en Bretagne), Tifnit ou Bab Drâa

(au Maroc) partagent les mêmes enjeux, même et surtout parce qu'ils concernent des sociétés différentes et des cultures denses. C'est ce que j'appelle « la leçon des bourgs », à rappeler aux métropoles. Les bourgs et les nouveaux établissements humains ravivent la question de la fondation, ce que la métropole a oublié en raison d'une gestion urbaine devenue très lourde. On ne peut pas faire du projet urbain sans réinterroger la fondation. Chaque projet urbain est une refondation.

Notes

- 1 Agrisud International est une Organisation de solidarité internationale française créée en 1992 et présidée par Robert Lion. Elle se spécialise dans l'aide à la création de très petites entreprises (TPE) agricoles dans les pays du Sud. Les exploitations agricoles ainsi créées et soutenues sont généralement familiales, et vendent leurs produits sur les marchés locaux, répondant à une demande locale. L'objectif d'Agrisud International est d'utiliser la création d'entreprise comme outil de sortie durable de la pauvreté.
- 2 Architecte française de grand renom pionnière dans les bâtiments éco-responsables en Allemagne et France.
- 3 <http://www.alliances.co.ma/>
- 4 Paysagiste français de grand renom connu en particulier pour son « jardin planétaire ».
- 5 Concept développé par Philippe Madec, se reporter à www.philippemadec.eu, « Le bio-îlot et la ville de la pantoufle ».
- 6 La wilaya est l'équivalent de l'échelle de la région en France.
- 7 L'ibis chauve est inscrit sur la liste rouge de Bird Life; le Parc Souss Massa a été créé pour sa protection.
- 8 <http://perso.menara.ma/gomac/>
- 9 Terminologie du ministère du Tourisme marocain.
- 10 Le groupe Signes pour le paysage et les VRD, X-Largo pour les conceptions d'attractions numériques, Iousse Perret pour la scénographie des attractions, Emma Oliva-Perret scénariste, Arnaud Bennet et Arstéol pour la conception du parc animalier, Jean-Marc Weill et C & E Construction et ingénierie pour les structures, Tribu pour l'environnement, Lagraph pour le graphisme et la signalétique.
- 11 Les Agences urbaines ont été créées au Maroc en 1993, d'une part pour maîtriser l'essor des villes à travers l'établissement des documents d'urbanisme, d'autre part pour contrôler les constructions, aussi bien au niveau des plans qu'à celui de la réalisation. Ce sont les seuls organismes au plan provincial ou régional dotés de compétences assurant une ingénierie territoriale.
- 12 *One Planet Living* est une initiative du WWF et de BioRégional qui a pour but de proposer des solutions nous permettant de vivre dans les limites naturelles de notre planète. Dans ce but, le WWF travaille avec des gouvernements, des entreprises et des particuliers afin de les amener à adopter des comportements plus durables.
- 13 Se reporter à différents écrits et conférences de Philippe Madec à propos de la culture et du développement durable, in www.philippemadec.eu
- 14 Brundtland Gro Harlem, *Our Common Future*, ONU, New York, 1987.
- 15 Universitaire, Alberto Magnaghi est né en 1941. Le double combat qu'il a mené dans le champ théorique et dans l'action concrète, au plus près des citoyens, a fait de lui, sur la question urbaine et l'aménagement local, une figure incontournable, en Italie comme au plan international. Auteur de nombreuses publications et du célèbre ouvrage *Le projet local*, il a aussi rédigé la « Charte de la nouvelle municipalité », présentée en 2002 à Porto Alegre puis au Forum social européen de Florence.